



Décret no. 1953-377 du 2 mai 1953 relatif à l'Office Français de protection des réfugiés et apatrides et à la Commission des Recours

Publisher [National Legislative Bodies](#)

Author Republic of France

Publication Date 2 May 1953

Reference FRA-215

Cite as *Décret no. 1953-377 du 2 mai 1953 relatif à l'Office Français de protection des réfugiés et apatrides et à la Commission des Recours* [], 2 May 1953, available at: <http://www.refworld.org/docid/3ae6b4e134.html> [accessed 7 February 2014]

Comments This is an unofficial consolidation. The last amendment included is the Decree No. 1997-236 of 14 March 1997, as published in the Official Gazette dated 16 March 1997.

Disclaimer This is not a UNHCR publication. UNHCR is not responsible for, nor does it necessarily endorse, its content. Any views expressed are solely those of the author or publisher and do not necessarily reflect those of UNHCR, the United Nations or its Member States.

Date of entry into force: 02 May 1953

This legislation includes amendments up to and including: 14 March 1997

TITRE Ier - DU DIRECTEUR DE L'OFFICE

Article 1

Le directeur de l'Office est nommé pour trois ans par le ministre des affaires étrangères, après consultation des ministres intéressés. Il est choisi parmi les agents du ministre des affaires étrangères.

Article 2

Le directeur de l'Office a seul qualité pour représenter celui-ci. Les décisions et mesures qui doivent intervenir dans le cadre des attributions dévolues à l'Office par la loi du 25 juillet 1952 susvisée sont prises sous sa responsabilité.

Article 3

La qualité de réfugié ou d'apatride est constatée sur demande présentée par les intéressés et enregistrée à l'Office, par la délivrance d'un certificat.

La demande du statut de réfugié est faite sur un imprimé conforme à un modèle qui est établi par l'Office pour permettre de recevoir les indications relatives à l'état civil du demandeur ainsi que ses empreintes digitales.

Lorsqu'à la suite d'une décision de rejet devenue définitive d'une précédente demande, l'intéressé entend soumettre à l'office des éléments nouveaux, cette nouvelle demande doit être précédée d'une nouvelle demande d'admission au séjour et être présentée selon la procédure prévue à l'alinéa précédent.

Article 4

En cas de refus, par le directeur, de reconnaître au requérant la qualité de réfugié, cette décision est communiquée à l'intéressé par lettre recommandée avec demande d'avis de réception dans un délai maximum de quatre mois, à compter de la date de réception de la requête. Le silence gardé pendant quatre mois, à compter de la date de réception de la demande par le directeur de l'Office, constitue une décision implicite de rejet susceptible d'appel. Il peut être fait appel des décisions du directeur de l'Office devant la Commission des recours prévue à l'article 5 de la loi du 25 juillet 1952.

Article 5

Dans le cadre des fonctions plus spécialement dévolues à l'office par l'article 4 de la loi du 25 juillet 1952 susvisée, le directeur de l'Office est appelé notamment à :

acertifier la situation de famille et l'état civil des intéressés tels qu'ils résultent d'actes passés ou de faits ayant eu lieu dans le pays d'origine du réfugié, et, le cas échéant, d'événements postérieurs les ayant modifiés;

battester la régularité, la valeur et la conformité avec les anciennes lois du pays d'origine des actes passés dans ce pays;

ccertifier les signatures des intéressés, les copies et les traductions des pièces rédigées en langue étrangère;

dcertifier, d'après les documents présentés, les métiers antérieurement exercées par les intéressés, leurs titres universitaires ou académiques;

eattester, le cas échéant, auprès des autorités la bonne conduite des intéressés;

fsignaler, le cas échéant, les intéressés à l'attention des autorités compétentes, en particulier pour les questions de visa, de permis de séjour, d'admission aux écoles, aux universités, aux bibliothèques, etc.

Article 6

Le directeur nomme aux emplois de l'Office. Il assure la gestion des personnels par délégation du ministre des affaires étrangères.

Le secrétaire général et les chefs de division sont nommés après avis du conseil de l'Office. Leur emploi peut être retiré dans l'intérêt du service, dans les mêmes conditions.

Article 7

Le directeur est chargé de la gestion financière de l'Office; il en est responsable.

Article 8

Le directeur de l'Office peut déléguer sa signature sous sa responsabilité à ceux des agents de l'Office qu'il désignera soit pour des actes de gestion et d'administration courante, soit pour délivrance d'actes et de

TITRE II - DU CONSEIL DE L'OFFICE

Article 9

Les représentants des ministres au conseil de l'Office sont: le directeur des Français à l'étranger et des étrangers en France au ministère des relations extérieures, le directeur de la réglementation et du contentieux au ministère de l'intérieur et de la décentralisation, le directeur de la population et des migrations au ministère de la solidarité nationale, le directeur des affaires civiles et du sceau au ministère de la justice, le directeur du budget au ministère de l'économie et des finances (budget), le délégué à l'emploi au ministère de travail.

Les ministres intéressés désignent un suppléant permanent à chacun de leurs représentants.

Le représentant des organisations visées par la loi du 25 juillet 1952 est désigné par le ministre des affaires étrangères. Le directeur de l'Office assiste aux délibérations du conseil.

Article 10

Le bureau du conseil de l'Office est composé d'un président, d'un vice-président et d'un secrétaire.

La présidence revient de droit au représentant du ministre des affaires étrangères; les autres membres du bureau sont désignés par le conseil. En cas d'absence ou d'empêchement du président, le vice-président assure la présidence.

Article 11

Le conseil de l'Office se réunit en principe tous les deux mois et chaque fois que cela est nécessaire, sur convocation de son président adressée au moins trois jours à l'avance.

Article 12

Le conseil de l'Office ne peut délibérer que si au moins quatre de ses membres titulaires ou suppléants en exercice sont présents.

Les délibérations sont prises à la majorité relative des membres présents. En cas de partage, la voix du président de la séance est prépondérante. Les délibérations font l'objet de procès-verbaux signés par le président de séance et le secrétaire.

Article 13

Le conseil de l'Office assiste le directeur dans l'administration de l'Office. Il est appelé notamment à émettre des avis sur:

a) L'orientation générale de l'activité de l'Office;

b) Les règles générales concernant l'admission à la qualité de réfugié.

Il approuve:

aLe budget de l'Office;

bLes comptes du directeur et de l'agent comptable;

cLes acquisitions, aliénations, échanges, locations, constructions et grosses réparations;

dL'acceptation de dons et legs.

Article 14

Le conseil de l'Office adresse chaque année un rapport aux ministres intéressés. Il étudie et propose au gouvernement toutes mesures propres à améliorer le sort des réfugiés.

TITRE III - DE LA COMMISSION DES RECOURS

CHAPITRE 1er - Dispositions générales

Article 15

Le président de la Commission des recours instituée par le premier alinéa de l'article 5 de la loi susvisée du 25 juillet 1952 est responsable de l'organisation et du fonctionnement de la commission. Il prend notamment les mesures nécessaires à la constitution et au fonctionnement des sections mentionnées au deuxième alinéa du dit article 5.

Le président de la Commission peut présider chacune des sections.

Les représentants du conseil de l'Office sont désignés chaque année par ce conseil soit parmi ses membres, soit en dehors de ceux-ci.

Les membres de la Commission peuvent siéger dans plusieurs sections.

Article 15-1

I. A tout moment de la procédure, le président de la Commission des recours ou la section à laquelle une affaire est attribuée peuvent renvoyer le jugement du recours à la formation définie au II.

II. Cette formation, dite sections réunies, comprend la section saisie du recours et deux autres sections, désignées selon un tableau établi annuellement.

Cette formation est présidée par le président de la Commission des recours et, en cas d'empêchement, par le plus ancien des présidents de section.

Le moins ancien des présidents de section, autre que le président de la section saisie du recours, ne siège pas.

Article 16

Le secrétariat de la Commission des recours est assuré par un secrétaire général désigné par le vice-président du Conseil d'Etat parmi les fonctionnaires du Conseil d'Etat.

Le secrétaire général est assisté de secrétaires adjoints. Il a également sous son autorité des chefs de section

chargés de la mise en état des affaires en vue de leur jugement et de l'expédition des décisions rendues.

Le directeur de l'Office met à la disposition de la Commission le personnel nécessaire au fonctionnement de celle-ci; l'affectation de ce personnel est décidée par le président de la Commission.

Article 17

La procédure devant la Commission des recours est gratuite et sans frais.

CHAPITRE 2 - Recours formés contre les refus de reconnaître la qualité de réfugié

Article 18

Le recours formé contre la décision du directeur de l'Office refusant de reconnaître la qualité de réfugié doit contenir les nom, prénoms, état civil complet, profession et domicile du requérant et l'exposé des moyens invoqués à l'appui de la demande. Il est établi en langue française sur papier non timbré.

Il doit être accompagné de l'original ou de la copie, certifiée conforme, de la décision expresse de refus de l'Office ou, en cas de décision implicite de rejet, du certificat de dépôt accusant réception de la demande présentée à l'Office.

Il peut lui être annexé toutes pièces de nature à établir le bien-fondé de la demande.

Article 19

Le recours est déposé au secrétariat de la Commission sous pli recommandé avec demande d'avis de réception.

Les recours sont inscrits sur un registre spécial, suivant leur date d'arrivée ou le dépôt au secrétariat.

Article 20

Le recours doit, à peine de déchéance, être exercé dans le délai d'un mois à compter de la notification de la décision expresse de l'Office, soit de l'expiration du délai de quatre mois constituant décision implicite de rejet.

Article 21

Le recours est immédiatement communiqué par le secrétaire de la Commission au directeur de l'office, qui doit produire ses observations dans le délai d'un mois.

Si ce délai n'est pas respecté, le président de la Commission adresse au directeur de l'Office une mise en demeure; en cas de force majeure, un nouveau et dernier délai d'un mois peut être accordé.

Si la mise en demeure reste sans effet ou si le dernier délai assigné n'est pas observé, la Commission statue.

Le requérant peut demander à avoir communication des observations présentées par le directeur de l'Office.

Article 21-1

Lorsqu'il apparaît, au vue du recours, que la solution de l'affaire est d'ores et déjà certaine, le président de la Commission peut décider qu'il n'y a pas lieu de communiquer le dossier au directeur de l'Office

Article 21-2

Lorsque l'affaire est en état, le président de la Commission peut, par ordonnance, fixer la date à partir de laquelle l'instruction sera close. Cette ordonnance n'est pas motivée et ne peut faire l'objet d'aucun recours.

Les lettres recommandées avec demande d'avis de réception portant notification de cette ordonnance sont envoyées au requérant et à l'Office quinze jours au moins avant la date de clôture fixée par l'ordonnance.

Les mémoires produits après la clôture de l'instruction ne donnent pas lieu à communication et ne sont pas visés dans la décision. Les conclusions et moyens qu'ils contiennent ne sont pas examinés par la Commission.

Le président de la Commission peut rouvrir l'instruction par une décision qui n'est pas motivée et ne peut faire l'objet d'aucun recours. Cette décision est notifiée dans les mêmes formes que l'ordonnance de clôture.

Les mémoires qui auraient été produits pendant la période comprise entre la clôture et la réouverture de l'instruction sont communiquées au requérant et à l'Office.

Article 21-3

Le président de la Commission peut, par ordonnance, donner acte des désistements, constater qu'il n'y a pas lieu de statuer sur un recours et rejeter les recours entachés d'une irrecevabilité manifeste non susceptible d'être couverte en cours d'instance.

Article 22

La Commission de recours se réunit sur convocation de son président toutes les fois que le nombre ou l'urgence des affaires à examiner l'exige.

Article 23

Les séances de la Commission des recours sont publiques. La Commission pourra toutefois ordonner qu'elles se tiendront à huis clos si l'ordre public l'exige.

Le président a la police de l'audience.

Pour instruction des affaires, des rapporteurs pris en dehors de la Commission peuvent être désignés par arrêté du ministre des affaires étrangères. Ils n'ont pas voix délibérative.

Article 24

La Commission peut prescrire toute mesure d'instruction qu'elle jugera utile.

Sans préjudice des droits que les intéressés tiennent de l'article 5 de la loi du 25 juillet 1952, elle peut notamment ordonner la comparution personnelle du requérant et entendre le directeur de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides ou son représentant.

Article 25

Les décisions de la Commission des recours sont motivées. Elles sont lues en audience publique.

La minute de chaque décision est signée par le président de la formation de jugement qui a rendu cette décision et par le secrétaire général de la Commission ou par un chef de section.

Article 26

Le secrétaire de la Commission notifie par lettre recommandée avec demande d'avis de réception la décision de la Commission au requérant et à l'Office.

Si cette décision reconnaît la qualité de réfugié au requérant, le directeur de l'office est tenu de lui délivrer sans délai le certificat prévu à l'article 3.

CHAPITRE 3 - Requêtes formées contre les décisions de restrictions de séjour ou d'expulsion

Article 27

Le réfugié auquel il est fait application d'une des mesures prévues aux articles 31, 32 et 33 de la Convention de Genève du 28 juillet 1951 peut adresser une requête à la Commission des recours.

Les dispositions des article 18, alinéa 1er, et 19, sont applicables à cette requête, qui doit, à peine de déchéance, être adressée à la Commission dans le délai d'une semaine à compter de la notification de la mesure qui la motive. Le requérant qui invoque le bénéfice des articles 32 et 33 de la Convention de Genève du 28 juillet 1951 doit joindre à l'appui de sa demande une copie certifiée conforme de son certificat de réfugié.

Article 28

La requête est immédiatement communiquée par le secrétaire de la Commission au ministre de l'intérieur qui doit produire ses observations dans un délai de dix jours, à compter de la réception.

Article 29

La Commission se réunit sur convocation de son président à l'expiration de ce délai ou dès réception de la réponse du ministre de l'intérieur.

Les dispositions des articles 23, 2ème et 3ème alinéas, et 24, alinéa 1er, sont applicables pour la procédure devant la Commission.

La Commission formule un avis motivé sur le maintien ou l'annulation de la mesure qui a provoqué la requête. Cet avis est transmis sans délai au ministre de l'intérieur par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

TITRE IV - DISPOSITIONS FINANCIERES

Article 30

Le directeur de l'Office ordonnance les dépenses de celui-ci.

Article 31

Le budget de l'Office est préparé par le directeur de l'Office en la forme déterminée par un arrêté du ministre des finances.

Il est soumis pour approbation au conseil de l'Office.

Il est arrêté par décision conjointe du ministre du budget et du ministre des affaires étrangères.

Article 32

Les comptes administratifs de l'Office sont présentés et approuvés dans les mêmes conditions.

Article 33

L'agent comptable de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides assure le fonctionnement des services de comptabilité de l'établissement.

Il est chargé sous sa responsabilité de la perception des recettes et du paiement des dépenses; il a seul qualité pour opérer tout maniement de fonds ou de valeurs et est responsable de leur conservation.

Les instructions concernant la tenue de sa comptabilité lui sont fournies par le ministre des finances.

L'agent comptable est justiciable de la Cour des comptes. Il est soumis aux vérifications de l'inspection générale des finances, ainsi qu'à celles du receveur central des finances de la Seine.

Article 34

L'agent comptable de l'Office est nommé par arrêté conjoint du ministre des finances et du ministre des affaires étrangères.

Sa rémunération est fixée dans les mêmes conditions.

Article 35

L'agent comptable est tenu, avant son installation, de prêter serment devant la Cour des comptes et de justifier d'un cautionnement dont le montant est fixé par arrêté du ministre des finances.

Article 36

Un arrêté conjoint du ministre des finances et du ministre des affaires étrangères fixe les règles de comptabilité applicables à l'Office.

Article 37

Le ministre des affaires étrangères, le garde des sceaux, ministre de la justice, le ministre des finances, le ministre du budget, le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Search Refworld

by keyword

and / or country

[Advanced Search](#) | [Search Tips](#)

Countries

- [France](#)